Archives alainberset.ch — copie d'archive
Entretien avec Alain Berset « « Les langues sont notre force » », paru dans 24 heures le 16.05.2014.
Adresse d'origine : http://www.edi.admin.ch/dokumentation/05463/05745/index.html?lang=de
Copie : Internet Archive, capture du 10.10.2014 —
https://web.archive.org/web/20141010194921/http://www.edi.admin.ch/dokumentation/05463/05745/index.html?lang=de

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern

«Les langues sont notre force»

Interview mit Bundesrat Alain Berset
24 heures - 16.05.2014

24 heures: Le risque grandit de voir l'anglais chasser le français de l'école primaire dans beaucoup de cantons alémaniques. Cette question des langues est-elle un caillou dans la chaussure de la cohésion nationale?

Alain Berset: Oui, la question des langues est cruciale en Suisse. Nous avons quatre langues nationales dont trois langues officielles. La cohésion de notre pays ne va pas de soi et la pratique des autres langues est un élément fondateur. Et, pour continuer à se comprendre dans les langues nationales, il faut qu'elles soient enseignées à l'école. Ce n'est pas un hasard si les Cantons ont mené de longues discussions pour trouver un équilibre qui garantisse à la fois l'apprentissage d'une deuxième langue nationale tout en faisant de la place à l'anglais. Le compromis trouvé par la Conférence des directeurs de l'Instruction publique (CDIP) a nécessité de longues discussions. Sur une question si sensible pour notre pays, j'attends que l'on respecte ce compromis.

Visiblement, il est très contesté!

Ce débat est appelé à durer. Un bilan des Cantons est prévu en 2015 et c'est à ce moment-là seulement qu'on pourra évaluer la situation. J'observe qu'à Schaffhouse c'est le Grand Conseil qui a décidé de remettre en cause l'enseignement d'une deuxième langue étrangère au primaire. Le Canton n'est pas encore sorti du compromis de la CDIP et le Conseil d'Etat n'a pas l'intention de le faire. La Confédération suit cela avec beaucoup d'intérêt. Nous comptons sur les Cantons pour tenir le compromis qu'ils ont trouvé. Mais, si à la fin il ne devait pas être respecté, alors nous devrions nous poser la question d'agir.

Que peut faire la Confédération? On a l'impression d'un mouvement de fond qui s'est amorcé, une sorte de refroidissement linguistique irréversible.

Non. Je crois que les Suisses sont attachés aux langues nationales et ils sont conscients du fait que cela exige un certain investissement dans l'apprentissage. Cette question des langues concerne d'abord les Cantons, dont dépend l'école, mais elle touche aussi à la cohésion nationale. Nous avons une loi sur les langues qui pose un certain cadre et encourage les compétences dans une deuxième langue du pays, donc la Confédération a également des prérogatives. Mais je préférerais que les Cantons trouvent la solution eux-mêmes. S'ils ne la trouvent pas, on ne pourra pas simplement laisser aller les choses. Je me suis exprimé sur cette question au mois de mars. Vous savez que, au Département de l'intérieur, j'ai la charge de dossiers qui touchent beaucoup les gens, comme les assurances sociales ou l'AVS, eh bien je n'ai jamais reçu autant de réactions positives! Elles venaient surtout de simples citoyens, y compris des Alémaniques.

La place toujours plus prépondérante de l'anglais au détriment des langues nationales n'est pas un mouvement inéluctable?

Franchement, je ne peux pas imaginer que l'on cesse de parler les langues nationales et que l'on communique tous un jour en anglais. Cela me paraîtrait indigne d'une réflexion sur la Suisse.

L'apprentissage de l'anglais ne doit pas se faire au détriment de l'autre langue nationale. Le compromis de la CDIP permet même de choisir l'ordre. On peut mettre l'anglais en premier. Mais il faut qu'une langue nationale intervienne dans le cursus assez tôt pour que l'on puisse décemment imaginer que les bases ont été acquises à la fin de la scolarité obligatoire.

Pourtant, on assiste bel et bien à une guerre de l'anglais contre le français, en Suisse alémanique. Comment expliquer le fait que le français ne soit plus perçu comme une des conditions du vivre ensemble en Suisse?

D'abord, ce n'est pas qu'une question de français. Nous le voyons comme cela depuis la Suisse romande, mais il ne faut pas oublier que l'italien est aussi concerné. On constate que, depuis les années 90, avec la fin de la politique des blocs et ce qu'on appelle la mondialisation, la société est beaucoup plus ouverte. Cette globalisation marque naturellement une émergence très forte de l'anglais. Avec internet, l'anglais a pris une place très importante. Il y a tellement d'anglais partout qu'on l'apprend quasi sans s'en rendre compte. D'où la nécessité d'insister sur les langues nationales, qui demandent un effort plus marqué. Bien sûr qu'il faut enseigner l'anglais, mais pas au détriment d'une deuxième langue nationale. La réflexion est aussi économique. En Suisse alémanique, les entreprises ont besoin de collaborateurs qui parlent l'anglais et le français. Enfin, la réflexion est pédagogique, et je suis sensible aux arguments des pédagogues qui estiment qu'il ne faut pas surcharger les élèves. Il faut qu'ils soient en mesure de suivre et de s'en sortir. Mais là, c'est une question d'investissement et d'organisation de l'école. La question derrière tout cela, c'est le prix que nous sommes prêts à payer pour la capacité à se comprendre sur le plan national. Ou alors cela reviendrait à dire que les élèves ne sont pas en mesure d'apprendre deux langues dans certains cantons seulement.

La question sous-jacente n'est-elle pas celle de l'allemand et du dialecte? Beaucoup d'Alémaniques ressentent l'allemand comme une langue étrangère.

Oui, mais ceux qui vous disent que le plus important est de bien apprendre l'allemand au primaire avant d'apprendre une autre langue sont généralement les mêmes qui veulent le dialecte à l'école enfantine. Là, il y a une incohérence, il faut savoir ce qu'on veut. Le dialecte est naturellement une richesse sur le plan culturel, c'est une spécificité suisse. Mais on ne peut pas avoir deux discours. Si effectivement il est très important d'apprendre l'allemand, alors il faut l'apprendre dès l'entrée à l'école, ce qui donne ensuite la possibilité déjà dans l'école primaire d'envisager aussi une deuxième langue nationale. C'est un faux débat posé comme ça.

Comme Romand, vous appartenez à la minorité linguistique au Conseil fédéral. Est-ce que vous avez une responsabilité particulière sur la question des langues comme francophone?

Je ne me vois pas avant tout comme francophone ou Romand mais comme conseiller fédéral, comme l'un des responsables qui réfléchissent dans notre pays à la cohésion nationale. Je me pose la question de ce qu'ont réussi à faire toutes les générations qui nous ont précédés pour que ce pays ait une identité forte. On a de la peine à définir notre identité commune, mais elle existe bel et bien. Je suis persuadé que la spécificité plurilingue fait la force de notre pays. En fait, vous me demandiez tout à l'heure si les Alémaniques ont envie de vivre sans les minorités, eh bien je n'ai pas du tout ce sentiment-là, au contraire.

Est-ce que vous n'évacuez pas un peu vite la question de la blessure dans notre vivre ensemble? Les critiques de la Weltwoche ou les propos de Christoph Blocher ont blessé beaucoup de Romands.

Non, je pense que vous surestimez l'effet, y compris en Suisse alémanique, de ce qu'on peut appeler des provocations. Dans tout débat il y a parfois des facteurs de provocation. Mais il y a aussi des réactions négatives en Suisse alémanique. Il n'y a pas d'opinion monolithique, précisément grâce à notre diversité.

Zurück zur Übersicht Interviews

Eidgenössisches Departement des Innern EDI
http://www.edi.admin.ch/dokumentation/05463/05745/index.html?lang=de